



CONFERENCE SUR LA CRISE FINANCIERE  
ET ECONOMIQUE MONDIALE  
ET SON INCIDENCE SUR LE  
DEVELOPPEMENT  
24 - 26 JUIN 2009

ALLOCUTION DE :

S.E.M Georges ABOUA  
Ambassadeur, Directeur  
du Département des Nations Unies  
et Organisations Internationales  
au Ministère des Affaires Etrangères

*Vérifier au prononcé*

*New York le, 25 juin 2009*

**Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Distingués Délégués,  
Mesdames et Messieurs,**

**Monsieur le Président,**

Permettez-moi de joindre ma voix à celles qui m'ont précédé à cette tribune pour vous adresser les chaleureuses félicitations de la délégation ivoirienne de vous voir présider cette réunion dont le thème « **la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement** », nous interpelle tous au regard de la crise profonde qui secoue le monde à l'heure actuelle.

La délégation ivoirienne est convaincue, Monsieur le Président, que nos présentes assises seront couronnées de succès, eu égard à la compétence avec laquelle vous avez dirigé jusqu'ici les travaux de la 63<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale. Soyez assuré de l'entière coopération de la délégation ivoirienne.

Nos félicitations vont également à Monsieur le Secrétaire Général Ban Ki-Moon pour ses efforts inlassables en faveur de la paix et du développement.

**Monsieur le Président,**

La présente rencontre a lieu à un moment où le monde doit faire face à la pire récession qu'il ait connue depuis les années 1930 puisque, selon les projections du Fonds Monétaire International, l'économie mondiale devrait connaître en 2009, une contraction de 1,3%.

Cette sévère récession caractérisée par une grave crise financière qui a débuté dans certains pays industrialisés, n'épargne aujourd'hui aucun État, y compris les pays en développement où elle se fait sentir à travers la chute des prix des matières premières d'exportation, le recul des recettes liées au tourisme, la réduction des transferts des travailleurs immigrés mais aussi, et surtout, à travers la raréfaction des ressources de l'aide publique au développement et la baisse des investissements directs étrangers.

Les conséquences de cette crise économique et financière dont nous ressentons seulement les premiers effets, selon les analystes, restent encore à définir sur le plan du développement humain, notamment dans les pays en développement déjà fragilisés par la pauvreté, la faim, les pandémies et autres catastrophes naturelles. Toutes choses qui empêchent la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ainsi, en Afrique, victime innocente, comme le qualifie le Directeur général du FMI, de ce tsunami financier qui ravage la planète, près de 50 millions de personnes pourraient grossir les rangs des populations déjà pauvres et qui vivent avec moins de 2 dollars par jour. De même, trois (03) millions d'enfants supplémentaires pourraient mourir d'ici 2015 si la crise persiste. Il nous faut donc agir dès maintenant.

**Monsieur le Président,**

La mondialisation de l'économie nous commande, face à cette crise, de rechercher une réponse globale comme nous le rappelle d'ailleurs le Consensus de Monterrey sur le financement du développement - réaffirmé lors de la Conférence de Doha en 2008 – qui prévoit, entre autres ;

- le renforcement de la participation des pays en développement et en transition aux dialogues et processus internationaux de prises de décisions, s'agissant du renforcement de la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux d'appui au développement ;
- la libéralisation du commerce international par la suppression des barrières commerciales et des subventions de nature à fausser les échanges et des autres mesures analogues ;
- l'affectation effective par les pays développés de 0,7% de leur PNB à l'Aide Publique au Développement (APD) ; et
- l'abandon de l'aide liée.

Dans cette perspective, je voudrais souligner, pour m'en féliciter, la récente décision du G20, lors du Sommet de Londres, de soutenir le crédit, la croissance et l'emploi grâce, notamment :

- au triplement des ressources du FMI ; et
- à un soutien substantiel au commerce.

**Monsieur le Président,**

Au delà de ces efforts, du reste fort remarquables, cette rencontre doit être une occasion pour la Communauté Internationale de réaffirmer sa solidarité en allant au-delà des simples promesses pour agir de concert, à travers des actions concrètes, des mesures novatrices, courageuses et surtout porteuses d'espoir, en vue de trouver une réponse globale à un problème désormais mondial.

Dans cet ordre d'idées, ma délégation en appelle aux pays les plus industrialisés afin qu'ils remplissent les engagements pris à Gleneagles (Ecosse), en 2005, de porter à 50 milliards de dollars, d'ici 2010, leur assistance aux pays en développement. La Côte d'Ivoire estime, en effet, que la crise économique et

financière actuelle ne doit pas être une excuse pour renier ces engagements mais au contraire une occasion d'agir et de les mettre en œuvre.

A cet égard, ma délégation voudrait saluer les efforts de la Communauté Internationale en faveur de la Côte d'Ivoire qui ont permis son éligibilité, en mars 2009, à l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), lui ouvrant ainsi la possibilité d'une réduction, dès à présent, de sa dette extérieure de 20% tout en bénéficiant, par ailleurs, dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), d'un plan triennal d'accompagnement (2009-2011) dans l'attente du point d'achèvement de cette initiative PPTTE dans un délai escompté de 18 mois.

Cette facilité devrait permettre à la Côte d'Ivoire qui ambitionne, en 2009 un taux de croissance de 3,5% contre 2,8% l'année dernière, de ramener ainsi le taux de pauvreté actuel de 48,9% à 16,2% à l'horizon 2015.

Je voudrais donc saisir l'occasion de cette tribune pour exprimer, une nouvelle fois, la reconnaissance et la gratitude de Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République de Côte d'Ivoire, du Gouvernement ivoirien, que dirige Monsieur le Premier Ministre Guillaume K. SORO, et du peuple ivoirien à la Communauté Internationale pour son soutien et son engagement en faveur de la résolution de la crise ivoirienne.

Mes remerciements s'adressent également au Directeur général du Fonds Monétaire International (FMI), Monsieur Dominique Strauss Kahn, pour sa détermination à œuvrer aux côtés des pays africains à la recherche de solutions aux problèmes actuels auxquels ils sont confrontés. A cet égard, il a pu apprécier, lors de son récent séjour en Côte d'Ivoire, du 25 au 27 mai 2009, non seulement les efforts entrepris pour faire aboutir l'Initiative PPTTE dans les meilleurs délais possibles mais aussi, et surtout, la volonté des Autorités ivoiriennes de sortir définitivement de la crise socio-politique actuelle par l'organisation d'élections libres, ouvertes et transparentes dont le premier tour du scrutin présidentiel est fixé au 29 novembre 2009 prochain.

**Monsieur le Président,**

La crise économique et financière à laquelle tous nos pays sont confrontés à l'heure actuelle, constitue un défi majeur. Ce défi, nous pouvons et nous devons le relever dans un esprit de solidarité et de coopération, conformément aux idéaux de la Charte de notre Organisation commune.

Je voudrais donc, avant de conclure, réitérer mon appel à la communauté internationale pour qu'elle s'engage à traduire davantage en actes, cet idéal commun de solidarité et de coopération dans la recherche de solutions satisfaisantes pour résoudre la présente crise économique et financière.

**Je vous remercie.**